

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

ST ETIENNE, le 10 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MTS

5 rue Robert Schuman
ZI de la Silardière
42500 Le Chambon-Feugerolles

Références : UID4243-DSSP-023-0310
Code AIOT : 0010500068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 août 2023 dans l'établissement MTS implanté 5 rue Robert Schuman ZI de la Silardière 42500 Le Chambon-Feugerolles. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MTS
- 5 rue Robert Schuman ZI de la Silardière 42500 Le Chambon-Feugerolles
- Code AIOT : 0010500068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée le 4/4/1981, MECANIQUE TRAITEMENT DE LA SILARDIERE est spécialisée dans la mécanique industrielle. Le siège de la société est basée à LE CHAMBON-FEUGEROLLES (42500), son statut juridique est une SASU Société par actions simplifiée à associé unique immatriculée au greffe de Saint Etienne sous le numéro de SIREN 321674947.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite d'inspection courante

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection du site n'a pas mis en évidence de constats.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14	Sans objet
4	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 16	Sans objet
5	Disposition de rétention des pollution accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site n'a pas mis en évidence de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les rejets et le bruit des cinq dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus- le plan de localisation des risques,- le plan général des stockages- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements ;- les consignes d'exploitation- le plan des réseaux de collecte des effluents- le registre des déchets générés par l'installation Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un dossier comportant les documents liés à son exploitation : dossier d'enregistrement, registres de déclarations d'accident, procédures d'exploitations, résultats des mesures sur les rejets, plan du site, stockage, liste des déchets. Néanmoins la situation administrative de l'exploitation est modifiée. En effet le site était soumis à enregistrement pour la rubrique 2560-1 et à autorisation pour la rubrique 2562-1, il change de régime et passe à déclaration pour l'ensemble de ses rubriques : <ul style="list-style-type: none">- rubrique 2560, travail mécanique des métaux et alliages : la puissance maximum passe à 800 kW, l'exploitation anciennement soumise au régime de l'enregistrement passe donc au régime de la déclaration avec contrôle (DC)- rubrique 2562, chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus : l'exploitation passe du régime de l'autorisation A au régime de la déclaration avec contrôle (DC) du fait de la baisse du volume des bains qui est actuellement de 350 litres. Pour les autres rubriques 2565-2.b, 2575 et 2561 le régime de la déclaration reste inchangé. Cependant l'exploitant souhaite bénéficier du régime de l'antériorité. En conclusion, l'exploitation est soumise au régime de la déclaration mais conserve l'antériorité de son autorisation. De plus concernant le site de Trablaine situé rue James Jackson, Le Chambon-Feugerolles, l'inspection des installations classées confirme que ce site ne relève plus de la responsabilité de MTS étant donné qu'un changement d'exploitant a eu lieu en 2010 (cf courrier du 29/10/2010) et que le transfert d'autorisation qui en découle a bien été effectué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents et pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement . Ces parties de l'installation sont appelées zones à risque. L'exploitant dispose d'un plan général de ces zones à risques qui précise les dangers associés.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de son installation avec identification des zones à risques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ol style="list-style-type: none">1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- poteau situé à moins de 100 mètres,- moyens d'alerte des services de secours,- des extincteurs régulièrement répartis sur l'installation- l'exploitation est reliée à un système de télésurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées par un organisme accrédité. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Les équipements électriques sont vérifiés (arrêt d'urgence, conformité...) et entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Disposition de rétention des pollution accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 250 litres minimum ou la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 250 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, dans les conditions énoncées ci-dessus. Les rétentions sont aménagées de manière à ce que les eaux pluviales ne s'y déversent pas afin de maintenir en permanence la capacité de rétention définie ci-dessus. Les capacités de rétention ont en effet vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de système automatique de relevage des eaux.
Constats : Le site dispose de stockage d'huile en fût ou bidons, l'ensemble de stockage des liquides est réalisé avec des rétentions conformes à l'article 19 de l'APMG du 14/12/2013. Le site ne dispose pas de bassin de confinement pour recueillir les eaux d'extinctions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 43
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<p>Constats :</p> <p>Les déchets produits par l'exploitation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - emballage cartons, bois, papiers, - huile d'usinage à base minérale sans halogènes, - eau mélangée à des hydrocarbures (séparateur à hydrocarbures), - boues d'usinage contenant des substances dangereuses, - huiles hydrauliques facilement biodégradables. <p>L'exploitant tient un registre "Déchets" avec traçabilité et traite l'ensemble de ses déchets dans des filières agréées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet